



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur les conditions d'exploitation et de réaménagement de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et son installation de premier traitement de la société GRANULATS VICAT implantée sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson

N° 2025-0120
AIOT 0006206174

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral 2002-609 du 8 août 2003 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2024-0267 du 7 août 2025 et autorisant la société GRANULATS VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson ;

Vu le dossier transmis le 13 mai 2025 par la société GRANULATS VICAT relatif au projet portant sur les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière ;

Vu l'avis favorable exprimé par courrier du 28 août 2025 par la Direction Départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle – Service Agriculture Biodiversité Espace Rural – sous réserve de la mise en œuvre d'une procédure de Servitudes d'Utilité Publique ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2025_510 du 28 novembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 28 novembre 2025 par voie dématérialisée ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 4 décembre 2025 ;

Considérant que la société GRANULATS VICAT est déjà dûment autorisée et que le projet ne modifie pas le classement des activités de la société GRANULATS VICAT au titre de la nomenclature des installations classées ;

Considérant la découverte de la présence d'une pollution aux hydrocarbures sur le site et dont l'origine n'est pas imputable à la société GRANULATS VICAT ;

Considérant les caractéristiques du projet de modification des conditions d'exploitation et les mesures destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique ;

Considérant les caractéristiques du projet de réaménagement de la carrière et les mesures destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiels au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société GRANULATS VICATS, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – Les trois-Vallons – 38080 L'ISLE D'ABEAU, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et son installation de premier traitement sur le territoire de la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-609 du 8 août 2003 et les arrêtés préfectoraux subséquents.

Article 2 : Condition d'extraction de la zone impactée

L'exploitant extrait les matériaux alluvionnaires sus-jacents dans le secteur présentant une pollution aux hydrocarbures (plan en annexe 1 du présent arrêté) selon les mesures de gestion décrites dans le plan de gestion (réf. CDMCCE221286 / RESICE14430-02, GINGER BURGEAP, 17/07/2023) transmis le 13 mai 2025 et selon les modalités qu'il a proposées, tant qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Article 3 : Plan d'extraction de la zone impactée

À notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'extraction détaillé, incluant :

- les cotes précises en X, Y et Z de terrassement établies par un géomètre ;
- Les modalités de suivi topographique pendant les travaux, avec une fréquence mensuelle ;
- la méthodologie d'extraction, garantissant le respect des limites définies à l'article 3 ;
- la fréquence des analyses des eaux de lavage des matériaux extraits à l'atteinte du toit de l'horizon de sécurité, conformément à l'article 5.

Article 4 : Remblaiement et protection de la zone polluée

Avant le démarrage des travaux d'extraction des matériaux alluvionnaires sains, l'exploitant met en place à l'aide d'une pelle hydraulique grand bras, sur le linéaire de la zone impactée, un masque étanche avec des argiles présentant des caractéristiques d'imperméabilité suffisante.

La protection du front d'extraction est assurée par un apport d'environ 600 m³ de matériaux inertes, représentés par des argiles issues de la carrière de Bathelemont.

L'exploitant assure une traçabilité des matériaux inertes extérieurs mis en œuvre. Il est en mesure d'en justifier le caractère inerte et la faible perméabilité (1.10^{-9} m.s⁻¹).

En cas d'indices de pollution identifiés lors de l'extraction (détection visuelle, olfactive...), les travaux seront immédiatement suspendus.

L'exploitant procédera alors :

- À une mise en sécurité de la zone concernée par remblaiement avec les matériaux inertes décrits ci-dessus ;
- À une notification écrite à l'inspection des installations classées de la DREAL sous 24 heures, indiquant notamment les actions correctives mises en œuvre pour maîtriser la pollution.

Article 5 : Contrôles et analyses

5.1. Analyses des eaux de lavage :

- L'exploitant réalisera des prélèvements et analyses des eaux de lavage à l'atteinte du toit de l'horizon de sécurité, selon la fréquence définie à l'article 3. Ces analyses porteront sur :
 - les cyanures,
 - les hydrocarbures aliphatiques Totaux C10-C40 - HCT C10-C40,
 - les hydrocarbures aromatiques polycycliques [16] EPA – HAP,
 - les BTEX.
- Les résultats seront transmis à la DREAL sous 48 heures après réception.
- En cas de dépassement des valeurs de référence réglementaires, les travaux seront suspendus jusqu'à validation d'un plan correctif communiqué à la DREAL.

5.2. Surveillance environnementale (eaux souterraines et plan d'eau)

L'article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral 2002-609 du 8 août 2003 modifié est complété par :

« L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité des eaux souterraines au niveau des 4 piézomètres du site et du plan d'eau attenant à la poche de pollution.

Le niveau piézométrique des eaux souterraines est relevé et des prélèvements d'échantillons de ces eaux sont opérés dans les ouvrages de surveillance et milieux précités, selon les fréquences suivantes :

- mensuelle pendant les travaux préparatoires et d'extraction des matériaux alluvionnaires ;
- semestrielle après les travaux d'extraction.

Les échantillons d'eaux souterraines prélevés font l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de ce milieu compte tenu des activités passées de l'établissement arrêtée définitivement. Les analyses portent à minima sur les paramètres et substances polluantes suivants :

- Cyanures,
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques [16] EPA – HAP,
- Hydrocarbures aliphatiques Totaux C10-C40 - HCT C10-C40,
- BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes).

Les résultats des analyses sont transmises à l'inspection, dans les formes et délais prescrits par l'arrêté ministériel du 28/04/2014, en particulier les résultats font l'objet d'une télédéclaration sur le site du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, au plus tard un mois après leur réception.

Pendant la phase d'extraction des matériaux alluvionnaires, si les résultats d'analyse révèlent une dégradation de la qualité des eaux souterraines ou du plan d'eau, les travaux d'extraction sont stoppés, la zone sécurisée et des mesures de gestion sont proposées par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être mises en œuvre en cas de constat d'anomalies, un bilan de cette surveillance est effectué tous les quatre ans afin d'adapter cette dernière, le cas échéant, aux évolutions constatées. Ce bilan examine la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que les modalités de surveillance. En particulier, les données acquises sur ces quatre années viennent s'insérer dans le schéma conceptuel préétabli pour entériner l'efficacité des mesures de gestion mises en place. Ce document intègre un bilan des contrôles réalisés pour s'assurer de la pérennité des mesures de gestion mises en œuvre. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées.

Article 6 : Gestion des matériaux extraits

Les matériaux feront l'objet d'un tri et d'un stockage séparé et dans des conditions empêchant toute lixiviation des eaux pluviales vers les bassins.

La gestion des matériaux extraits non conformes (pollués) seront évacués vers une installation dûment autorisée à les recevoir et à les traiter, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Un registre de traçabilité des matériaux non-conformes (pollués) (destinations, volumes) sera tenu à jour et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'extraction selon les modalités prévues dans l'étude d'impact initiale et suivant le dossier de porter à connaissance du 13 mai 2025 portant sur la création d'un quatrième bassin (plan en annexe 2 du présent arrêté).

Le réaménagement de la carrière s'effectuera conformément au plan en annexe du présent arrêté.

Article 8 : Servitudes d'utilité publique

En vertu des dispositions de l'article L. 515-12 du Code de l'environnement et compte tenu de la présence de pollution dans les sols du site dont il convient de conserver la mémoire afin de garantir la pérennité des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre sur le site par l'exploitant, il est nécessaire d'instaurer des restrictions d'usage. Celles-ci, à instituer sous la forme de servitudes d'utilité publique, formaliseront les conditions d'utilisation des terrains du site décidées au moment de la réhabilitation, en les rattachant de façon durable aux parcelles concernées, encadreront les conditions de changement d'usage et permettront ainsi de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

A ce titre, l'exploitant transmet à Monsieur le préfet de Meurthe-et-Moselle lors de la procédure de cessation d'activité un dossier de demande de servitudes d'utilité publique.

Article 9 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 10 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société Granulats VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le

15 DEC. 2025

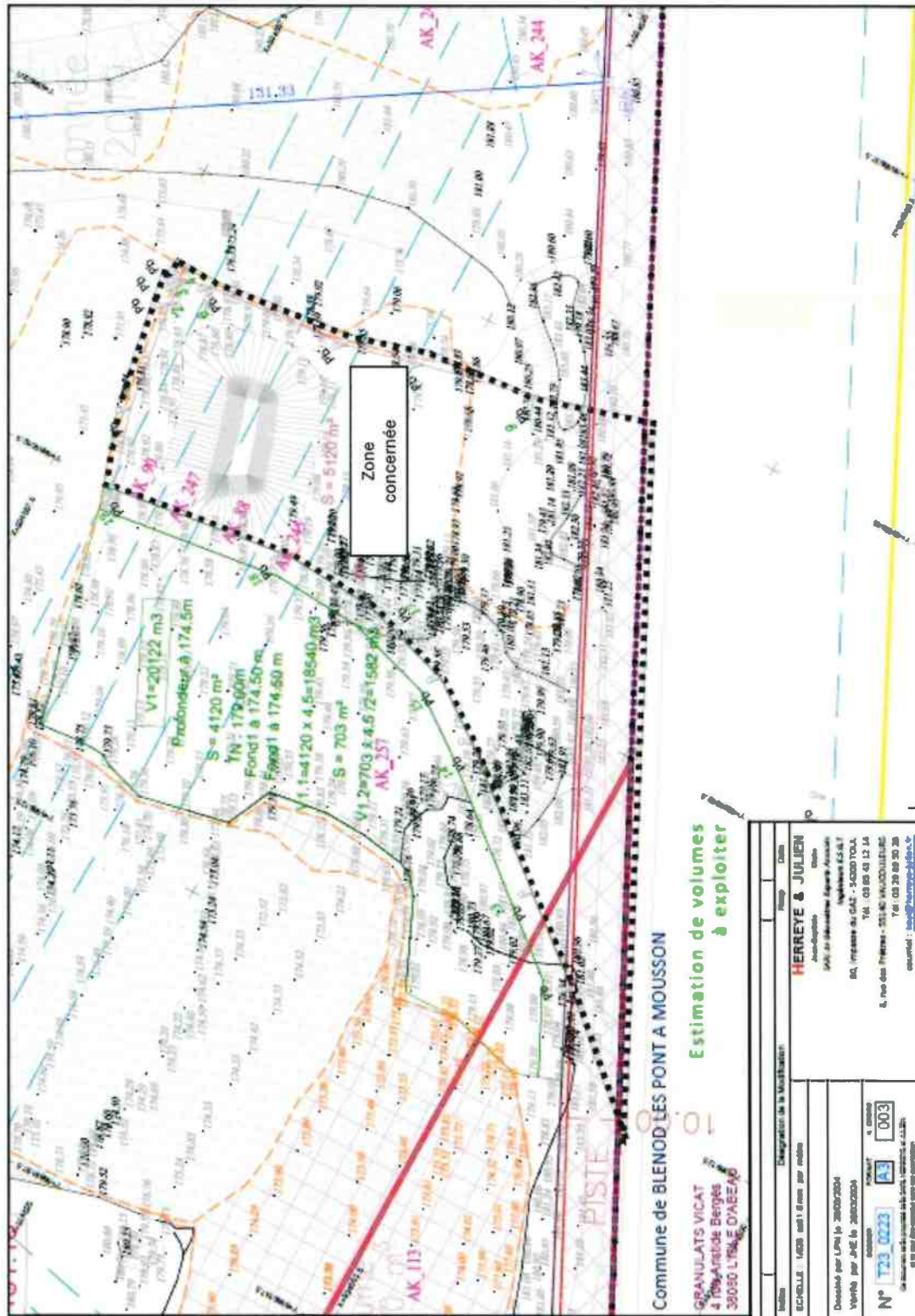
Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour
NANCY, le

Annexe 1 : Plan topographique de la zone à extraire



Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général
Frédéric CLOWEZ

Annexe 2 : Plan du réaménagement final du site

